

**18 mars 1997, Québec**

**Allocution à l'occasion de l'ouverture de la Semaine internationale de la francophonie**

Son Excellence, Monsieur Jacques Leprette,

Madame Leprette,

Mesdames et Messieurs les Chefs de mission des pays qui ont le français en partage,

Monsieur le Président,

Mesdames, Messieurs, les ministres et députés,

Monseigneur l'Archevêque,

Monsieur le Maire,

Distingués invités,

Je suis heureux de vous recevoir ce soir, au nom de toutes les Québécoises et de tous les Québécois. Je le fais pour plusieurs raisons. La semaine du 20 mars permet d'abord de souligner chaque année l'appartenance active du Québec à l'Agence de Coopération culturelle et technique, devenue l'Agence de la Francophonie depuis le Sommet de Cotonou, et dont nous célébrons l'anniversaire dans deux jours. 1997 marque aussi le 10<sup>e</sup> anniversaire de la tenue du Sommet de Québec, ici même, dans cette maison. J'ai voulu y associer celui qui fut un compagnon de route dans cette aventure. Car, avant même de publier « Une clef pour l'Europe », il avait trouvé plusieurs clefs pour la préparation des Sommets. Comme le dit d'ailleurs Alain Peyrefitte dans la préface de ce livre, « Jacques Leprette aime sortir des sentiers battus. » J'ajouterais, pour ma part : quand il n'y avait pas de sentiers – et c'était le cas pour les Sommets de la Francophonie – il en défrichait « quelques-uns ». Monsieur l'Ambassadeur, c'est dans ce lieu, il y a dix ans, que vous disiez aux Chefs d'État et de Gouvernement et je vous cite : « Cette période de rodage a été dure, difficile, parfois tendue.

La solidarité et la coopération ont triomphé de ces obstacles. Le plus difficile est, je crois, derrière nous. » À huit mois du prochain Sommet à Hanoï, je pense que votre affirmation est toujours d'actualité. Excellences, Mesdames et Messieurs les Ambassadeurs, vous accueillir c'est accueillir la famille francophone, c'est-à-dire tous les peuples qui ont le français en partage. Le sort d'une langue ne dépend-il pas d'abord du nombre de ceux qui la parlent ? Langue maternelle pour certains, le français est le mode d'expression direct de leur culture. Pour d'autres, le français est un héritage historique et leur culture s'exprime d'abord par d'autres langues. Cette langue est progressivement devenue une langue d'identité politique pour certains, un chemin vers le savoir et les techniques modernes pour d'autres, un facteur de coopération et de développement pour tous. La langue française ne dépend plus uniquement du rôle politique, du poids économique ou de la puissance technologique d'une seule nation. Plusieurs nations en sont désormais coresponsables et copropriétaires. À mesure que la Francophonie est devenue une réalité politique, sociale, culturelle et économique, nous sommes passés de la conception d'une alliance pour la défense et

l'illustration d'une langue, à la prise de conscience d'une convergence d'intérêts. C'est peut-être cela le message des Sommets et, en particulier, le message de Cotonou : la Francophonie n'a pas seulement un patrimoine, elle a surtout un avenir. Permettez-moi de faire avec vous un tour d'horizon de l'année qui s'ouvre.

Au dernier Sommet, la Francophonie a apporté bon nombre d'ajustements : d'une part elle a resserré ses programmes d'action et de coopération, en évitant de faire ce que d'autres font plus efficacement qu'elle et en essayant de faire elle-même ce que personne d'autre ne fera à sa place. Elle a surtout adapté ses structures pour rendre son ambition et son projet plus visibles en créant le poste de Secrétaire général de la Francophonie, porte-parole politique et coordonnateur de l'action de tous les opérateurs directs et reconnus. Il y a trois mois, à Marrakech, la Conférence ministérielle a adopté la Charte de l'Agence qui prend le nom de Charte de la Francophonie. Aujourd'hui, avec ce texte, la Francophonie possède désormais sa constitution. Les buts de l'Agence sont permanents : affirmer et développer entre ses membres une coopération multilatérale dans les domaines incarnant les enjeux de la Francophonie depuis son origine, notamment l'éducation, la formation, la culture, les sciences et les techniques, ce à quoi s'ajoutent maintenant la démocratie et les télécommunications. Aucun de ces enjeux ne constitue une fin en soi : ils ont été choisis pour permettre le rapprochement des peuples dans le respect de la souveraineté de chacun, mais surtout pour accéder ensemble à un plus grand développement.

Ne craignons pas de l'affirmer : si le fait de partager une même langue ne permettait pas aux femmes et aux hommes de nos pays d'accéder à un mieux-être, les liens qui nous unissent ne seraient pas suffisants. Les buts de l'Agence sont permanents, mais le monde, lui, en 27 ans, a énormément changé. Poursuivre efficacement des buts permanents dans un monde changeant est le principal défi que l'Agence doit relever. L'agence doit, souvent, gérer des paradoxes : d'une part, nous assistons à une pratique de plus en plus étendue de la démocratie – donc du pluralisme politique, de la liberté d'expression. L'ensemble de la Francophonie y consacre d'ailleurs de nombreux efforts. D'autre part, beaucoup craignent que la mondialisation de l'économie nous conduise inexorablement vers une négation du pluralisme, vers, au contraire, l'uniformisation, avec une sorte de culture unique, appuyée sur une langue dominante. Il n'y a rien d'inexorable dans cette tendance. Si la Francophonie taille sa place dans la mondialisation, elle participera à la nécessaire victoire du pluralisme sur l'uniformisation. Je dirais plus. Je dirais que la notion de village global va comme un gant à la Francophonie. Dans le village, chacun est conforté par la communauté et par des valeurs communes qu'il incarne et maîtrise. Le village, c'est la sécurité, l'identité de base, indispensable. S'ajoute la dimension globale, à laquelle l'individu est appelé à participer.

Découvrir le monde, dépasser les limites du village, voilà le besoin croissant, en Amérique, comme en Afrique et sur chaque continent. La démarche du Québec vers la souveraineté répond à cette logique : nous voulons une identité forte, une personnalité bien réelle, mais nous la voulons pour être davantage présents au monde. Aujourd'hui, chaque villageois, chaque peuple est un explorateur. La Francophonie doit leur servir de véhicule. C'est pourquoi, la Francophonie n'a pas à se refermer sur elle-même, ou être en réaction contre un autre. Elle a à s'affirmer avec force et réalisme. Avec force d'abord : l'éparpillement de nos efforts est parfois désolant. Même ensemble, nous ne pouvons et nous ne pourrions tout faire. Dans le domaine des communications, nous aurons la chance et l'occasion de faire des choix significatifs au mois de mai prochain, quand se réuniront à Montréal les ministres

responsables des inforoutes de nos 49 gouvernements. Faisons des choix, définissons des causes à promouvoir, déterminons des contenus. Il faut concrètement faire ensemble ce que personne ne fera à notre place.

Si la Francophonie ne s'occupe pas de susciter dans chacun de nos pays l'utilisation et l'appropriation de ces nouveaux outils, qui le fera à sa place ? Si la Francophonie ne se fixe pas pour objectif de répandre sur les inforoutes, le patrimoine culturel qui est le sien, qui le fera à sa place ? Si la Francophonie ne décide pas que la science peut se créer en français, se diffuser en français d'un ordinateur à l'autre, qui le fera à sa place ? Et, si la Francophonie n'enseigne pas à sa jeunesse le nouvel alphabet de la communication, ne risque-t-elle pas de produire les analphabètes de demain ? Sur ces questions, le temps des colloques, des séminaires et des assises est révolu. En mai, à Montréal, viendra le temps des décisions durables. Sinon, la Francophonie planera bien haut dans le ciel, et son discours sera sans doute majestueux et noble. Mais nous ne voudrions pas que la Francophonie soit comme l'albatros dont le vol est grandiose quand il plane au-dessus de la mer, mais qui devient maladroit lorsqu'il marche sur le sol. Si la Francophonie doit s'affirmer avec force dans ce secteur, elle doit le faire avec réalisme. Dans la mondialisation culturelle et économique la Francophonie n'est pas seule. Elle doit associer les autres groupes culturels qui ont, comme elle, intérêt à assurer le pluralisme. Cette préoccupation n'est pas propre à la Francophonie.

On la voit poindre notamment chez les hispanophones et chez les lusophones. Avec eux, il ne s'agit pas d'être contre quelqu'un. Il s'agit de réunir les moyens d'être soi-même dans le monde du 21<sup>e</sup> siècle. Évidemment, l'année 1997 sera marquée par une échéance capitale pour la Francophonie : la tenue du Sommet de Hanoï, en novembre. Nous l'envisageons avec confiance. Personne ne doute que le Viêt-Nam sera prêt à accueillir ce premier Sommet de la Francophonie en Asie. Par ailleurs, la Francophonie arrivera à Hanoï, libérée des préoccupations institutionnelles. Les réformes sont derrière nous. Nous pourrions consolider la coopération et donner suite, entre autres, à la Conférence des ministres francophones responsables des inforoutes. Je me réjouis de l'initiative du Viêt-Nam de faire du développement économique le thème du prochain Sommet. À ce jour, la Francophonie ne s'est pas penchée de façon adéquate sur les problèmes de développement économique de ses membres. Il est crucial, en effet, que chaque pays francophone perçoive cette communauté comme un partenaire indispensable de son développement.

Mesdames et Messieurs les Ambassadeurs, Distingués invités, si les échéances de cette année 1997 attirent notre attention, il ne peut être question, lors de cette Journée de la Francophonie, de passer sous silence l'action quotidienne de toutes celles et de tous ceux qui rendent la Francophonie réelle et concrète. Je salue l'Assemblée internationale des Parlementaires de langue française, assemblée consultative des Sommets. Je salue évidemment notre Agence de la Francophonie ainsi que les opérateurs directs et reconnus par les Sommets. Je pense aussi à l'AUFELF-UREF dont le président, le recteur de Laval, Monsieur Michel Gervais, est ici. Je pense à l'Association internationale des maires francophones, dont la fondation s'est faite dans cette ville. Pour TV5, je formule le vœu de voir notre télévision francophone installée durablement sur le marché américain comme en Asie le plus tôt possible. Le Québec est fier d'être un partenaire à part entière de ce projet catalyseur qu'est TV5. La pertinence de cette formidable propriété commune paraît évidente aux yeux de tous et nous souhaitons continuer à participer activement à son épanouissement en Amérique, en Europe, en Afrique et en Asie. Merci enfin à tous ceux qui,

au Québec, dans les écoles et sur les scènes de chaque quartier, dans chaque région, donnent à la Francophonie sa vitalité et une énergie créatrice sans cesse renouvelée. Car si la Francophonie peut se réunir au Sommet, c'est parce qu'elle a commencé, et parce qu'elle continue à se réunir à la base.

Excellences, Chers amis, apportez le salut du Québec à vos autorités et aussi à tous les peuples qui ont le français en partage.

Vive la Francophonie !